Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la lutte contre le groupe terroriste Daech en Irak et en Syrie, à New York le 30 septembre 2015.

2015-09-30

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Je vais centrer mon propos sur la lutte contre le terrorisme en Irak et en Syrie.

Face à la barbarie sans limite de Daech, le Conseil de sécurité a été malheureusement, le plus souvent, le conseil de l'impuissance. La demande que nous adressent maintenant les victimes de ce drame et l'opinion publique internationale tient en deux mots : agissez vite. C'est aussi la position de la France. Et j'ajouterai : si possible, dans l'unité.

La France est une puissance indépendante. Partout dans le monde, nous recherchons la paix et la sécurité. Et en Irak et en Syrie, c'est cette exigence qui a déterminé et qui déterminera nos choix.

En Irak, en août 2014, lorsque Daech s'est emparé de Mossoul, une coalition internationale s'est formée. La France, dès le premier jour, s'est engagée dans ce cadre. Notre action militaire, relayée au sol par les forces de sécurité irakiennes et par les Peshmergas, s'est accompagnée d'une démarche politique de réconciliation nationale. Un an après le début de nos efforts, Daech a seulement commencé de reculer. Il demeure une forte menace. Nous savons tous ici que vaincre le terrorisme sera une action de long terme.

En Syrie, la situation est encore plus complexe. Le groupe terroriste Daech a en effet prospéré avec, en réalité, la complicité du régime de M. Bachar Al-Assad. Son emprise sur le territoire syrien s'est étendue au cours de ces derniers mois, avec la ville de Raqqa comme centre. Le flux des combattants étrangers a augmenté et avec lui le risque terroriste bien au-delà de la région du Levant. La politique de la terre brûlée menée par le régime lui a aliéné une grande partie de la population. Une réponse militaire de la coalition s'est organisée. Nous pensons qu'elle doit être renforcée. Mais elle ne peut constituer, à elle seule, une

réponse suffisante, car la solution, et je pense que nous sommes au moins tous d'accord là-dessus, est une solution politique.

Aujourd'hui, certains nous proposent d'unir nos forces pour former, en Syrie, une grande coalition contre Daech. La Russie vient de présenter les principes d'une résolution au Conseil de sécurité.

Quelle est la position de la France ? Elle tient en quelques principes que je veux énoncer :

D'abord, il faut frapper Daech, partout où on peut le faire. En ce qui nous concerne, nous le faisons. En Irak, depuis plus d'un an, dans le cadre de la coalition et à la demande du gouvernement irakien. En Syrie, les forces aériennes de la coalition sont engagées depuis plusieurs mois, et, dimanche dernier, sur décision du président de la République, des avions français sont intervenus contre un camp d'entraînement où se préparaient des attentats, notamment contre notre pays.

Je le dis à tous les partenaires qui voudraient rejoindre notre action : ils sont les bienvenus, à trois conditions.

La première, c'est qu'il n'y ait aucune ambiguïté sur qui nous combattons. Ceux que nous devons combattre et battre, ce sont les terroristes de Daech et des autres groupes radicaux qui veulent imposer leurs lois barbares. Mais, ce ne sont évidemment pas les populations civiles et les forces de l'opposition modérée qui, depuis des années défendent courageusement leur vision, qui est aussi la nôtre, d'une Syrie unie, démocratique, respectueuse de toutes les communautés, face à cette autre forme de terreur que constitue la répression sanglante du régime. C'est la première condition. Daech et non pas la population civile ou l'opposition modérée.

La deuxième condition, c'est qu'il soit mis fin dans le même temps aux autres formes de violence contre les populations civiles, qui en réalité alimentent l'extrémisme et le flot dramatique des réfugiés. On dit que 80% des 250.000 victimes du drame syrien, que 80% des millions de réfugiés poussés sur les routes depuis trois ans l'ont été du fait des bombardements indiscriminés du régime. Il faut y mettre fin. Le Conseil de sécurité doit, une fois pour toutes, interdire l'usage en Syrie des bombardements aux barils d'explosifs et à la chlorine.

La troisième condition, c'est qu'il soit reconnu que le problème doit être traité à la racine : la lutte contre Daech passe par une transition politique, qui puisse redonner espoir à la population syrienne. Le destin de ce peuple ne peut pas se limiter à une alternative de l'horreur : ou bien un régime criminel ou bien le terrorisme barbare. Ce que nous devons rechercher figure noir sur blanc dans le communiqué du Genève de juin 2012 : un gouvernement doté des pleins pouvoirs exécutifs, rassemblant à la fois des éléments du régime - oui des éléments du régime - et des éléments de l'opposition qui refusent le

terrorisme. Le moment est venu de mettre en oeuvre cette transition de sortie, qui garantira au peuple syrien que son bourreau ne sera pas son avenir. Cette transition, nous en connaissons l'essentiel des objectifs, des paramètres et des acteurs. Nous devons maintenant mettre en oeuvre le processus. Il passe selon nous, par une large négociation, sous l'égide de l'envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, sous le contrôle d'un groupe de contact dont à notre avis le noyau pourrait être le P5 élargi aux partenaires régionaux clés.

J'ajoute que pour rendre crédibles ces engagements, nous devrons examiner les mécanismes qui pourront protéger effectivement, au-delà des mots, les populations civiles. En Syrie, il y a des zones entières qui sont aujourd'hui sous le feu de bombardements indiscriminés, sans que la lutte contre le terrorisme ne le justifie. Des milliers de Syriens doivent fuir ces villes et ces villages. Cela doit cesser. Plusieurs de nos partenaires ont avancé des propositions concrètes pour créer - les appellations sont différentes - des zones de sécurité, des zones interdites au survol - dans lesquelles la sécurité des populations civiles serait assurée. Nous devons étudier attentivement et rapidement ces propositions, dans le but, si c'est possible, de les mettre en oeuvre partout où elles seraient utiles à la paix.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Face à Daech, il n'y a pas de formule miracle nous dispensant du long effort nécessaire pour combattre le terrorisme. Mais il y a, et il faut les éviter, de fausses solutions qui ne feraient que prolonger le drame. Une coalition dont les bases mêmes interdiraient en réalité tout rassemblement des Syriens contre les terroristes, alimenteraient la propagande de Daech et finiraient par renforcer son pouvoir d'attraction. Ce serait une faute morale et politique, que le peuple syrien, l'ensemble du Moyen-Orient, l'Europe et le monde paieraient pendant des décennies.

La France est prête à agir avec ses partenaires traditionnels. Avec la Russie et avec d'autres, sur la base des trois principes que je viens d'énoncer, dès lors que les actions respecteront trois conditions : un engagement militaire effectif contre Daech et contre les autres groupes terroristes, et non pas contre les résistants syriens ou la population civile ; l'arrêt des bombardements aux barils d'explosifs et à la chlorine contre cette population civile ; enfin une négociation large vers une transition politique qui ne conduise pas à maintenir au pouvoir le bourreau de la Syrie mais qui permette, enfin, de rassembler réellement le peuple Syrien. Ce sont les trois conditions de l'efficacité indispensable en Syrie.Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 5 octobre 2015

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/196358-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-et-du